

JEUDI, 2 MARS.

ATELIER TYPOGRAPHIQUE

DE LA

REVUE CANADIENNE

Impression de toutes espèces en français et anglais :

LIVRES, AFFICHES, PROGRAMMES, CATALOGUES, CARTES, CIRCULAIRES, CONNAISSEMENTS ET FACTUMS D'APPEL, BLANCS D'AVOCATS, DE NOTAIRES, ETC.

Le tout exécuté avec goût et à des prix réduits.



LA REVUE CANADIENNE

MONTREAL, 7 MARS 1848.

LA SESSION PARLEMENTAIRE.

DISCUSSION SUR L'ADRESSE, VOTE DE NON-CONFIANCE.

Enfin le jour de la rétribution est levé. Le ministère a reçu vendredi dernier, par la voix des mandataires du peuple, son arrêt de mort. Nous aurions cru que le dévouement de ce...

C'est le col. Prince, l'apologiste banal de l'administration, qui a proposé l'adresse en réponse au discours du trône. Il l'a fait avec ce...

Suivant le Col. Prince l'administration ne méritait pas un vote de non-confiance. Elle avait beaucoup fait pour la cause de la réforme...

Si l'hon. membre lui avait refusé, il y a quelque temps son appui, c'est parcequ'elle était conduite par un chef dont l'hypocrisie et la ruse égalaient l'éloquence persuasive.

33 pétitions furent présentées. L'orateur met devant la chambre des états des affaires de la fabrique de Coton de Sherbrooke et du chemin de Fer du St. Laurent et du Champlain.

Parmi les pétitions présentées sont les suivantes : Du conseil de district de Brock contre une division des biens dotant le King's Collège.

Du Bureau du commerce de Montréal pour obtenir une loi pour régler le packing et l'inspection du beurre aux ports de Québec et de Montréal, et aussi pour obtenir la continuation de la loi des banqueroutes et une loi pour régler l'inspection des farines.

Du conseil du district de Johnstown demandant que les dépenses de l'administration de la justice criminelle dans le Haut-Canada soient prises sur le revenu provincial.

De P. C. Phaneuf et autres contre l'élection de M. Bouthillier pour St. Hyacinthe (cette pétition fut subséquemment retirée.)

Du bureau catholique des Commissaires de l'éducation de Québec pour un amendement à la loi des écoles.

De W. G. McKenzie, écr. contre l'élection de J. H. Johnson, pour le comté de Prescott, demandant une nouvelle élection.

On voit par les procédés de la Chambre que W. H. Boulton, écr. de Toronto, a obtenu la permission de s'absenter pendant un mois ; on dit que la raison de cette absence est le départ de Toronto de l'Agent de M. Boulton qui s'est enfilé aux Etats-Unis, emportant avec lui 4 à 5000 de valeurs appartenant à l'hon. membre.

le vit se relever tranquillement et reprendre sa phrase de commandement où il l'avait laissée... Nous sùmes enfin cette noble et fière rivalité qui embrasait les escadres alliées, et notre gloire maritime encore exaltée par les Anglais et les Russes, qui partageaient aussi les dangers.

L'énergie passagère que les Egyptiens avaient déployée en incendiant leurs vaisseaux fit bientôt place à un inconcevable abattement ; ils se retirèrent dans les montagnes pour rejoindre Ibrahim, et nous laissèrent maîtres des forts presque démantelés.

Trois jours après nous quittions la rade, trois jours après, d'une flotte qui avait coûté des prodiges d'intelligence, des sommes énormes, il ne restait que quelques bâtiments épars et des cadavres.

Favorisés par une assez forte brise, nous sortîmes enfin de cette baie. Huit jours après notre sortie de Navarin, nous étions à Malte ; et là, comme en Angleterre, comme en Russie, nous entendîmes une mélodie d'admiration s'élever en faveur de notre brave amiral, qui sut, pendant trois ans, assurer notre supériorité et notre influence dans la Méditerranée.

Après avoir reçu à Malte l'accueil le plus cordial du gouverneur, lord Posomy, nous partîmes pour Toulon, où le Breslaw arriva vers la fin de novembre. Après une quarantaine d'un mois nous entrâmes dans le port, où le vaisseau désarma.

EUGÈNE SUE.

CHAMBRE D'ASSEMBLÉE.

AFFAIRES DE ROUTINE.

MERCREDI, 1 MARS.

7 pétitions présentées.

On lut les pétitions suivantes : De J. Mestalalet et autres, demandant une aide prise sur les biens des jésuites, pour entretenir un missionnaire au village de Bécancour.

Du révérend J. Mansault et autres, demandant une aide prise sur les mêmes fonds, afin de bâtir une maison d'école à St-François du Lac, St. Pierre.

De L. Tremblay et autres, pilotes de Québec, demandant d'être représentés au bureau de la Trinité—Que le nombre de pilotes branchés soit diminué et que certaines règles soient faites pour ceux qui sont détenus à la quarantaine.

De la nouvelle compagnie du gaz de Montréal, pour des amendements à l'acte d'incorporation.

De la corporation de Montréal, pour des amendements à l'acte établissant la cour du maire.

De l'association de Québec du cimetière protestant pour un acte d'incorporation.

De W. Black et autres, de St. Roch de Québec, demandant que les débiteurs du gouvernement promises pour les aider à rebâtir leurs maisons, soient émisés.

De James Mptz, demandant que ses droits au pont de péage sur la rivière Etchemin lui soient assurés.

De A. Geudy et autres propriétaires de vaisseaux, etc. de Québec et de Montréal, demandant à être exemptés de certains droits et charges.

De A. Polette, écr., se plaignant de la violence à l'élection pour Trois-Rivières, en conséquence de laquelle, il n'y a pas eu de rapport de fait ; aussi, se plaignant du manque de qualification de P. B. Dumoulin, écr., son opposant à la dite élection, et d'être lui-même déclaré d'office élu.

De Joseph Donegani, demandant un acte pour assurer son titre à certaine propriété dont il a hérité de son père, et à régler les réclamations de toutes personnes placées dans le même cas.

Des pétitions pour aide pécuniaire à l'asile des orphelins de Québec ; pour l'école des enfants ; et pour l'établissement d'une école pour les jeunes filles dans la paroisse de St. Thomas.

Colonel Prince, présente un bill pour incorporer la "Huron Copper Bay Company."—La seconde lecture dans une semaine.

Sur motion de M. Price, il fut ordonné une adresse pour différents documents relatifs aux comptes de S. P. Jarvis, écr. ci-devant premier surintendant des affaires judiciaires, qui ne furent pas envoyés en réponse à l'adresse de la dernière session.

Sur motion de M. La Fontaine, on lut les entrées dans les journaux de la dernière session relatives à la conduite de A. B. Papineau.

On ordonna une adresse pour avoir des copies des documents, etc., demandés la dernière session, relatifs au cas de André B. Papineau, et aussi pour le suivant :

Toutes les plaintes, etc. contre M. Papineau, en conséquence de son opposition à l'acte des écoles avec la date de leur réception et tous les rapports, et la correspondance sur ce sujet.

Aussi la nomination de W. Ermatinger, écr., pour s'enquérir de la conduite de M. Papineau, à laquelle il est fait allusion dans l'adresse ci-dessus mentionnée, avec son rapport, et toute la correspondance relative aux dépenses de l'enquête.

Aussi, toute la correspondance depuis juin dernier, avec M. Papineau, en sa capacité de juge de paix ou de commissaire pour les petites causes.

Et dernièrement, toute la correspondance entre le gouvernement et W. O. Stephens, écr., relatif à M. Papineau, et à la résignation de M. Stephens comme juge de paix.

M. Boulton (Norfolk) présente un bill pour autoriser la formation de compagnies dans le comté de Norfolk, pour faire des chemins pontés ou macadamisés dans ces localités.—Seconde lecture lundi.

M. Fournier présente un bill pour amender la loi relative aux arpenteurs et au mesurage des terres dans le Bas-Canada.—Seconde lecture mardi.

38 pétitions présentées.

Les pétitions suivantes furent lues : De J. B. C. Dupuis et autres, pour des alterations dans le présent système de judicature.

De P. DeGuise, demandant une rémunération pour ses services comme greffier du conseil municipal de St. Thomas.

Du conseil du District de Johnston, pour autoriser les conseils municipaux dans le Haut-Canada à diminuer la taxe des pauvres.

De J. H. Cooper et autres, pour amélioration du chemin depuis Dunnville jusqu'à Dover Mills.

De W. Fitch et autres de Haldimand, pour une représentation plus égale en parlement, et une augmentation de représentation.

Pétitions du conseil du district de Wellington ; pour régler l'émigration ; pour amendements à l'acte des écoles ; contre la division du district ; et demandant que les cotiseurs puissent être responsables aux conseils municipaux.

De J. D. Bostwick et autres, de St. François, pour le paiement des jurés.

De E. W. Kendrick et autres, pour une aide afin d'établir une académie à Compton.

De D. H. McDonnell, écr., et autres, se plaignant de la mauvaise élection et du retour de Alex. McLean, écr. pour Stormont.

De C. Rattray et autres, se plaignant de l'élection injuste de J. H. Cameron, écr., pour Cornwall.

De D. Bruce et autres, pour rappeler l'acte d'incorporation de Picton.

Pétitions du conseil de Home District, demandant que les dépenses de l'administration de la justice soient défrayées à même la caisse provinciale dans le Haut-Canada et pour la construction d'un chemin depuis Belleville jusqu'en haut du district.

De W. Davis et autres, de Toronto, pour une loi afin de prévenir la vente de la bière, etc. sans licence.

De J. Robertson et autres, pour un acte d'incorporation comme Port Granby Harbour Company.

De la compagnie du railroad du St. Laurent et de l'Atlantique, demandant une aide publique pour compléter l'ouvrage.

Du conseil municipal de Rimouski pour une division du comté, pour les fins de l'enregistrement et de la vente des terres de la couronne.

Du même conseil, pour la distribution dans les conseils municipaux, d'un nombre suffisant des actes relatifs aux affaires de paroisses.

Du Rév. H. Routier et autres de Kamouraska pour un acte afin d'empêcher la chasse dans certaines saisons de l'année.

La pétition de la corporation de Montréal pour amender l'acte d'incorporation fut renvoyée à un comité spécial.

VENDREDI, 3 mars 1848.

La chambre a reçu le message du conseil législatif annonçant qu'il avait passé l'acte de la taxe des émigrés.

16 pétitions furent présentées. Pétitions lues : Du Rév. L. T. Fortier et autres, demandant l'ouverture d'un certain chemin dans le township de Bulstrode.

De A. H. Young et autres, pour la continuation du chemin de Québec et de Lorette, jusqu'à la route centrale dans la paroisse de St. Augustin.

De G. Simley et autres, de Waterloo, demandant des amendements à la loi des élections.

Du Rev. J. B. Patrie et autres, demandant un aide pour ouvrir un chemin à travers Sommerset joignant les townships.

M. Boulton obtint permission de s'absenter pour un mois.

LUNDI, 6 mars, 1848.

M. Cuthbert a pris son siège comme membre pour Bonaventure et a voté sur l'adresse pour le ministère.

M. Gagy donne avis qu'il fera motion que la chambre se forme en comité général pour voir s'il n'y aurait pas moyen d'adopter quelque mesure législative pour arrêter les maux qui découlent de l'intempérance.

33 pétitions furent présentées. L'orateur met devant la chambre des états des affaires de la fabrique de Coton de Sherbrooke et du chemin de Fer du St. Laurent et du Champlain.

Parmi les pétitions présentées sont les suivantes : Du conseil de district de Brock contre une division des biens dotant le King's Collège.

Du Bureau du commerce de Montréal pour obtenir une loi pour régler le packing et l'inspection du beurre aux ports de Québec et de Montréal, et aussi pour obtenir la continuation de la loi des banqueroutes et une loi pour régler l'inspection des farines.

Du conseil du district de Johnstown demandant que les dépenses de l'administration de la justice criminelle dans le Haut-Canada soient prises sur le revenu provincial.

chaque ligne du Discours comme l'œuvre des ministres. Ils font dire à Son Excellence que le pays est prospère, que le peuple est content, quand le résultat des élections prouve le contraire. Si le pays eut été heureux et satisfait avant les élections, quand le gouverneur-général fit son tour à travers la Province, le résultat eut été bien différent.

L'honorable membre pour Gaspé avait comparé les mesures de l'Ex-Ministère avec celles de la présente administration ; cet honorable membre avait sans doute oublié que l'Ex-Ministère n'a eu durant ses quelques mois de pouvoir que deux sessions législatives et d'ailleurs il (M. Christie) semblait préjugé en faveur des ministres qui avaient passé tant de lois pour Gaspé. Il avait donné crédit à l'administration pour avoir réduit la liste civile, quand on sait que c'est là une des premières mesures de l'Ex-Ministère, et que c'est lui qui appela sur ce sujet l'attention du Gouvernement Impérial.

L'honorable membre pour Essex a parlé des grands travaux du ministère, des 110 bills, etc. Mais tous ces projets de lois, étaient-ils de nouvelles mesures ou bien de simples copies d'actes anglais et américains ? D'ailleurs, ne sait-on pas que toutes les mesures importantes d'intérêt public ont été entièrement négligées, etc.

Après ces quelques remarques l'honorable membre dit qu'il avait plu à représentant de Sa Souveraine de faire un appel au peuple, le résultat était connu et le projet son amendement. M. Baldwin n'a pu s'empêcher d'exprimer en même temps sa surprise que l'honorable membre pour Essex eut essayé d'induire la chambre à reposer confiance en des hommes que le pays a condamnés et répudiés. Pour lui il ne voulait pas énumérer de nouveau toutes les fautes de ces hommes, qui n'ont jamais eu la confiance du pays et qui ne sont entrés et demeurés au pouvoir que par les actes inconstitutionnels d'un gouverneur général et l'influence honteuse qu'il a exercé sur les élections.

Le pays a donné son verdict et c'est la première fois dans l'histoire de cette colonie que le peuple a essayé d'exercer son influence légitime sur l'exécutif. Cette époque prouvera que le peuple possède réellement cette influence et le gouvernement responsable. On a exprimé des doutes sur la sincérité du Gouvernement Impérial. Pour lui il n'en avait aucun. L'adoption de cet amendement donnerait à l'exécutif, l'occasion de montrer s'il peut donner la même confiance à un parti qu'à l'autre et le résultat prouvera au peuple du pays que leur gouvernement est entre leurs mains.

M. Baldwin termina en exprimant la satisfaction qu'il éprouvait après avoir combattu si longtemps pour ce grand principe, à cette époque avancée de sa vie politique de proposer un vote qui assurerait au pays un gouvernement vraiment constitutionnel. L'honorable L. H. La Fontaine seconda l'amendement. M. Cayley se leva ensuite et fit un long discours pour prouver à la chambre que le ministère avait fait tout ce qu'il avait pu sous les circonstances, c'est-à-dire rien.

Les orateurs qui prirent ensuite part aux débats furent MM. Price, Boulton, (Norfolk) Richards, Flint et Merritt en faveur des amendements, puis M. McConnell en faveur de l'adresse et d'une administration que, à l'exemple de M. Christie, il ne veut pas abandonner lâchement sur le bord de la tombe où elle est sur le point de descendre.

La motion d'amendements fut alors mise aux voix et emportée par la division suivante, de 54 contre 20 : Pour.—Armstrong, Aylwin, Baldwin, Bouthillier, Beaubien, Bell, Boulton, (Norfolk) Burrill, Cameron, (Kent) Cauchon, Chabot, Chauveau, Davignon, Drummond, Duchesnay, Dumas, De Witt, Egan, Flint, Fortier, Fournier, Fourquin, Gagy, Guillet, Hall, Holmes, Hinccks, Jobin, Johnson, La Fontaine, LaTerrière, Laurin, Lemieux, Leslie, Lyon, Macdonald, (Glengary) Marquis, McFarland, Merritt, Mongenais, Morrison, Nelson, Notman, Papineau, Price, Richards, Sauvageau, Scott, (Bytown) Smith, (Durham) Smith, (Wentworth) Taché, Thompson, Watts, Wethenhall.—54.

Contre.—MM. Badgley, Brooks, Cayley, Christie, Crysler, Daly, Macdonald, (Kingston) MacNab, Malloch, McConnell, McLean, Prince, Robinson, Seymour, Sherwood, (Brookville) Sherwood, (Toronto) Smith, (Frontenac) Stevenson, Webster, Wilson.—20.

M. Baldwin fit ensuite motion que la résolution fut référée à un comité, et que ce comité fut composé de MM. La Fontaine, Baldwin, Price, Bouthillier et Chauveau, afin de rédiger une adresse à Son Excellence.

Hier soir ce comité fit son rapport et l'adresse par lui préparée fut adoptée par la chambre à une majorité de 53 contre 22. Les ministres ont annoncé que Son Excellence recevrait l'adresse aujourd'hui à midi. M. Cayley annonce ensuite officiellement qu'en conséquence du vote de non-confiance donné vendredi dernier, le ministère a offert samedi sa résignation.

UNE NOUVELLE ADMINISTRATION.

Aujourd'hui à midi, les membres de la Chambre d'Assemblée se sont transportés à la Maison du Gouvernement où l'adresse en réponse au Discours du Trône, adopté hier soir a été présentée à Son Excellence. Son Excellence a remercié la Chambre de son désir de promouvoir les intérêts de cette Province par une Législation sage et pratique et l'a informé qu'étant toujours très disposé à suivre l'avis du Parlement il allait prendre les moyens immédiats de former une nouvelle administration.

Maintenant d'un jour à l'autre, on peut s'attendre à voir un ministère libéral organisé. Nous espérons pouvoir annoncer sa composition dans notre prochaine feuille. C'est pourquoi nous nous abstons de reproduire les rumeurs qui courent la ville depuis deux ou trois jours.

Il y a à Belfast, dit un journal anglais, 800 vendeurs de boissons fortes.

NOUVELLES DIVERSES

ELECTIONS MUNICIPALES.—Les élections municipales pour cette ville ont eu lieu hier et nous sommes heureux de le dire, tout s'est passé paisiblement. Les messieurs suivants ont été élus.

Table with 2 columns: QUARTIERS and MEMBRES ELUS. Lists names of council members for different wards.

Lundi prochain le conseil procédera à l'élection du maire. Il n'y a qu'un candidat sur les rangs, c'est M. Bourret. Le choix de la Corporation ne saurait tomber sur un meilleur citoyen ; M. Bourret a déjà occupé ce poste honorable plusieurs fois. Il a rendu de si utiles services à la ville, il a si bien soigné ses intérêts que nous désirons le voir encore occuper cette année le fauteuil de la mairie.

Nous voyons que le Dr. Davignon, M. P. P. pour Rouville a pris les mesures nécessaires en Chambre pour introduire deux bills qui nous espérons rencontrer l'appui de tous les membres ; une de ces lois a pour but d'améliorer les taux du Chemin de bois de Chambly à Longueuil ; le Dr. désire que les cartes donnent aux voyageurs la liberté de revenir le lendemain au lieu de les obliger à revenir dans le même jour. L'autre loi est pour indemniser les petits jurés.

Colonisation des Townships.—L'Assemblée convoquée par l'Institut Canadien dans le noble but d'agiter cette question a été très nombreuse. Le Rév. M. O'Reilly était présent et a adressé une chaleureuse improvisation à ses jeunes auditeurs qui l'ont salué comme le premier apôtre de la colonisation des Townships. Après lui plusieurs messieurs ont pris la parole et entr'autres MM. Loranger, Lanctot, Blanchet, Daoust, Dorion, Coursol et Laberge.

L'association s'est de suite organisée, sur le modèle de la propagation de la foi, constituée en centaines et dizaines. D'après le nombre de personnes qui se sont chargées d'organiser des dizaines, l'association compterait bientôt plus de 600 membres.

Faillites en Angleterre.—Il y a eu en Angleterre entre le 1er août et le 11 déc. 1847, 193 faillites de maisons de commerce, dont le montant réuni s'élève à \$100,000,000.

Intempérance dans la Grande-Bretagne.—Dans la seule ville d'Aberdeen, pas moins de 2000 hommes et 5000 femmes (!) ont été arrêtés dans les rues en 1847.

Noble générosité.—M. Astor de New-York vient de donner près d'un demi million de piastres pour établir une bibliothèque publique en cette ville. Il a limité le montant qu'il veut être dépensé pour la bâtisse à \$60,000 ; le reste est destiné à l'achat de livres.

Les Jésuites.—Le Collège des Jésuites à Frising, lors de sa récente dissolution, contenait 6 à 700 élèves.

CONTRASTE.—Les importations de l'Angleterre en 1803, s'élevaient à \$26,622,696, et les exportations à \$28,541,405. En 1845 les importations étaient de \$35,281,958 et les exportations \$150,977,902.

UNE VIEILLE DAME.—Il y a maintenant en Russie une dame âgée de 168 ans. Elle s'est mariée une cinquième fois à l'âge de 122 ans.

DANGERS DU CHLOROFORME.—Il vient de se présenter à New-York un cas assez étrange, et qui semble mettre en doute la parfaite innocuité attribuée jusqu'ici au chloroforme.

Un Irlandais nommé Patrick Murphy, employé au rail-road de New-Haven, fut attaqué, il y a environ deux mois, d'une fistule, et les souffrances qu'il éprouvait le décidèrent à se faire opérer. L'opération eut lieu, en effet, et le chloroforme fut employé pour empêcher toute douleur au patient. Quelques jours se passèrent ensuite, au bout desquels le médecin déclara à Patrick qu'une seconde opération devenait nécessaire : le malade s'y soumit sans difficulté, à la condition qu'on lui administrerait du nouveau le chloroforme. Mais, cette fois, au lieu de sortir au bout de quelques minutes de sa léthargie, le pouls alla s'affaiblissant par degrés, et aucun réactif, aucun excitant ne put rappeler à la vie le malheureux Patrick. L'autopsie du cadavre a fait découvrir les germes d'une affection pulmonaire, que nul signe extérieur ne révélait encore, et les médecins ont été amenés à conclure que si, dans les circonstances ordinaires le chloroforme ne présente aucun danger, il peut avoir de graves inconvénients lorsqu'il rencontre des prédispositions malades dans les organes vitaux, et que son influence peut devenir mortelle lorsque le cerveau, le cœur, ou les poumons se trouvent attaqués.

LA MISÈRE EN IRLANDE.—Un médecin qui avait reçu la mission d'aller étudier en Irlande la fièvre typhoïde, a communiqué au Phare de la Rochelle quelques-unes de ses impressions de voyage. Nous en extrayons ce qui suit :

«Qu'on se figure des gens sans bas, sans chaussures, couverts à demi de dégoûtants haillons, qui cachent à peine un corps chétif et desséché, une peau sale, brunâtre, terreuse, dévorée par la vermine ; des êtres dont l'aspect affaibli dévoile toutes les privations qu'ils ont en-